



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 19 OCTOBRE 2016

Félix Prosper Basse : *mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Information publique :

Ce lundi 24 octobre 2016 sera célébrée la Journée des Nations Unies, marquant l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte, le texte fondateur de l'Organisation des Nations Unies.

Cette journée coïncide avec les 71 ans de l'ONU, et est consacrée à faire connaître les buts et les réalisations des Nations Unies aux peuples du monde et à gagner leur appui à l'œuvre de l'Organisation.

Pour 2016, à 71 ans, les Nations Unies veulent insister sur la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable, adoptés à l'unanimité par les Etats Membres lors d'un sommet historique qui a réuni les dirigeants internationaux à New York en septembre 2015.

Pour commémorer cette journée, la Division de l'Information publique de la MONUSCO organise plusieurs activités aussi bien à Kinshasa que dans les provinces de la RD Congo.

Ainsi à Kinshasa, Radio Okapi animera une grande émission publique le 21 octobre au Collège Boboto de la Gombe en compagnie d'une centaine de jeunes et d'étudiants. Thème choisi : "Les Nations Unies, les Objectifs de développement durable (ODD), la nouvelle citoyenneté".

Il s'agira, pour les intervenants, de répondre aux questions qui se posent sur les buts et les réalisations des Nations Unies, et de faire l'état des lieux du soutien de l'ONU à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable en République démocratique du Congo.

Le 22 octobre, un match de football opposera l'équipe de la grande famille de l'ONU à celle du ministère des Affaires étrangères. Une cérémonie officielle, présidée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

des Nations Unies en République démocratique du Congo et Coordonnateur du système des Nations Unies en RDC, le Dr Mamadou Diallo, va clôturer les activités de la Journée, le lundi 24 octobre au complexe Losonia. Plusieurs autres personnalités politiques, militaires, civiles et diplomatiques y prendront part.

Sur un tout autre chapitre, en Ituri, pour parvenir à mettre fin à l'activisme des miliciens du groupe armé du Front de Résistance Patriotique de l' Ituri (FRPI) dans le Walendu Bindi, en plus de la pression militaire, la MONUSCO a inauguré le 13 octobre 2016, deux projets à impact rapide d'intérêt communautaire à Gety, dont le coût total est de 150.000 dollars américains. Il s'agit d'une activité génératrice de revenus pour les femmes victimes de violences sexuelles et d'un centre d'apprentissage pour les jeunes.

Selon les autorités provinciales, ces projets permettront aux bénéficiaires, surtout aux jeunes, à se prendre en charge pour ne pas intégrer le groupe armé FRPI encore actif dans la zone.

L'activité génératrice de revenus concerne le centre de savonnerie artisanal et de coupe et couture pour des femmes violées et traumatisées par les affres des conflits armés dans la chefferie de Walendu Bindi. Ce sont plus de 200 femmes regroupées en association qui sont concernées par cette activité. Elles ont d'ailleurs déjà produit et mis sur le marché en l'espace de six mois, plus de 1 500 barres de savon.

Le centre d'apprentissage est équipé en matériel informatique pour la formation en informatique, et en motos pour l'enseignement en maintenance mécanique.

Activités de l'Equipe-pays

L'UNESCO et l'UNICEF saluent la mémoire des enseignants et élèves tués au Nord-Kivu :

Les Représentants de l'UNESCO et de l'UNICEF en République démocratique du Congo (RDC) saluent la mémoire des deux enseignants et deux élèves décédés le samedi 15 octobre 2016 dans la ville de Butembo lors d'accrochages entre des militaires des FARDC et les membres de la secte « Eglise corps du Christ ». Les enseignants victimes de tir d'une roquette étaient en plein exercice de leurs fonctions et les enfants en apprentissage en classe.

Les Représentants présentent, au nom de leurs organisations, les plus vives condoléances aux familles des victimes et leurs proches, ainsi qu'à la communauté de Butembo.

L'UNESCO et l'UNICEF condamnent avec énergie ces actes violents qui endeuillent la région Est du pays, les familles et le corps enseignant de la RDC. Ces drames qui interviennent une semaine après la célébration de la journée mondiale des enseignants (5 octobre) et à près d'un mois de la célébration de la journée des droits de l'enfant (20 novembre), ne peuvent être tolérés.

Rappelons que le 28 juillet dernier, la RDC a endossé la Déclaration d'Oslo sur la sécurité dans les écoles qui vise à renforcer la prévention des attaques contre les écoles pendant les conflits armés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'école est un espace privilégié d'apprentissage, de socialisation, de protection et de construction de la citoyenneté. L'école donne aux enfants un sentiment de normalité dans des périodes troublées et d'espoir pour l'avenir. Par son action éducatrice, l'école porte en elle les ferments de la fraternité, du dialogue et de la réconciliation.

Les Représentants de l'UNESCO et de l'UNICEF en RDC tiennent à rappeler que l'école, comme tout service de base essentiel à la survie, au développement et à la protection de l'enfant, doit être un sanctuaire inviolable.

Prononcé du verdict dans l'affaire Bemba et autres devant la CPI :

Ce 19 octobre 2016 à 13h30, heure de Kinshasa, la Chambre de première instance VII de la Cour pénale internationale (CPI) prononcera au cours d'une audience publique au siège de la Cour à La Haye, le verdict dans l'Affaire *Le Procureur contre Jean-Pierre Bemba Gombo, Kilolo & al.*

Les cinq accusés, Jean-Pierre Bemba, Aimé Kilolo, Jean-Jacques Mangenda, Fidèle Babala et Narcisse Arido seront présents à l'audience. La peine devrait être prononcée ultérieurement, et uniquement si les accusés étaient reconnus coupables. Pour rappel, ces personnes sont accusées d'atteintes à l'administration de la justice qui auraient été commises dans le cadre de l'affaire Le Procureur contre Jean-Pierre Bemba Gombo, consistant en la subornation de témoins devant la CPI et en la production d'éléments de preuve faux ou falsifiés en connaissance de cause.

Suspension de l'assistance humanitaire dans la région nord de Fizi en raison de l'insécurité :

Dans la province du Sud-Kivu, une dizaine d'organisations humanitaires ont suspendu cette semaine leurs opérations dans la région nord de Fizi en raison de l'insécurité qui y prévaut. Six personnes ont été tuées et 7 autres blessées les 15 et 16 octobre 2016 lors d'une attaque contre un véhicule commercial.

Les manifestations contre l'insécurité à Kachungwe et Baraka ne permettent pas la poursuite des activités humanitaires dans la zone de santé de Fizi qui compte plus de 300 000 habitants dont 12 000 personnes déplacées internes. Ainsi, plusieurs secteurs d'activités sont concernés par cette suspension. L'évaluation en cours sur le taux de mortalité dans la zone a été stoppée. Les points de chloration d'eau à Baraka et Sebele ne fonctionnent plus dans cette zone endémique au choléra. Les séances de renforcement des capacités des acteurs de protection à Baraka sont interrompues. Même les écoles dans la zone sont restées fermées.

Depuis le début de l'année, 46 incidents contre les humanitaires ont été enregistrés dans la Province du Sud-Kivu, dont 17 dans le territoire de Fizi. Au début de ce mois, la communauté humanitaire a obtenu l'installation d'une base militaire temporaire de la MONUSCO dans le sud de Fizi pour répondre aux problèmes de protection de la population civile. Mais la situation requiert une réponse globale.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Point sur la situation des réfugiés Sud-soudanais

L'arrivée de réfugiés sud-soudanais qui fuient la guerre et la violence au Soudan du Sud se poursuit dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uélé. A ce jour, 60 171 personnes ont été enregistrées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les autorités congolaises qui continuent l'enregistrement.

Le HCR et ses partenaires préparent le transfert de ces réfugiés dans trois sites d'installation afin de les éloigner de la frontière. Alors que le développement du plus grand des sites, à Biringi (territoire d'Aru, Ituri) est en cours, ce transfert débutera dans quelques semaines.

Les besoins en aide humanitaire des réfugiés sont importants : ils manquent d'abris, de nourriture et articles ménagers. Le HCR est en train de déployer une équipe d'urgence pour répondre à ces besoins.

Par ailleurs, une distribution de vivres du Programme Alimentaire Mondiale est actuellement en cours à Kendryo (territoire d'Aru, Ituri). Tous les réfugiés sont par définition des civils. Dans le cas des réfugiés Sud-soudanais, il s'agit dans leur grande majorité de femmes et enfants.

L'UNICEF s'inquiète de la malnutrition chronique dont souffrent les enfants congolais :

En République démocratique du Congo (RDC), près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux (43 %) souffre de malnutrition chronique. Les données de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2013-14) montrent que les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont inadéquates. La qualité de l'alimentation de complément, la diminution de la fréquence des repas et la faible diversification des repas privent les enfants de nutriments essentiels pour le développement de leur cerveau et pour leur croissance.

Les résultats de l'EDS indiquent également que (a) l'introduction de liquides autres que le lait maternel et d'aliments solides ou semi-solides dans l'alimentation des enfants a lieu très tôt, avant l'âge de 6 mois ; (b) seul un enfant sur cinq (18 %) âgé de 6 à 23 mois bénéficie de repas constitués d'au moins quatre groupes d'aliments (céréales, légumineuses, produits d'origine animale et fruits/légumes) et est à risque de carences en vitamines et minéraux ; (c) presque un enfant sur trois (37 %) de 6 à 23 mois a reçu des aliments sur base d'une fréquence conformément aux normes ; (d) au total, un enfant sur dix (9 %) est alimenté selon les trois pratiques de l'Alimentation de Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) correspondant aux critères minimum d'une alimentation de qualité.

Afin de faire face à cette situation et de changer les pratiques existantes, le gouvernement de la RDC à travers les différents acteurs et secteurs (Santé, Eau, Hygiène et Assainissement, Education, Agriculture, Protection sociale, Genre) et les secteurs privés devront investir en vue de promouvoir la promotion de l'ANJE de façon massive et ciblée pour rendre les aliments nutritifs abordables et accessibles aux enfants les plus pauvres. Les transferts en espèces ou en nature aux familles vulnérables et les programmes de diversification des cultures et l'enrichissement des denrées alimentaires de base sont autant de mesures fondamentales pour améliorer la nutrition des jeunes enfants. Il est par ailleurs crucial de mettre en place des approches de participation

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

communautaires qui forment les responsables des foyers à de meilleures pratiques alimentaires. En plus, il faut garantir un accès à l'eau salubre et à un système d'assainissement, indispensables pour prévenir la diarrhée chez les enfants.

La sauvegarde de l'approvisionnement en eau potable : Exemple de la rivière Lukaya à Kinshasa :

La gestion intégrée des bassins versants améliore l'alimentation en eau potable en République démocratique du Congo (RDC) grâce à un projet pilote mis en œuvre par l'ONU Environnement.

Ce projet de démonstration portant sur la gestion des bassins versants mis en œuvre de janvier 2013 à juin 2016 a permis de protéger et de réhabiliter la qualité de l'eau brute de la rivière Lukaya, un des principaux bassins versants approvisionnant Kinshasa, la capitale de la RDC, en eau potable.

La rivière Lukaya représente une source essentielle d'eau potable pour environ 400 000 des 10 millions d'habitants de la capitale, acheminant son eau vers trois grandes stations de production d'eau potable.

Situé dans la périphérie sud-ouest de Kinshasa qui connaît une urbanisation rapide, le projet de gestion communautaire des ressources naturelles du bassin hydrographique de la Lukaya a permis d'établir un plan d'agroforesterie pour réduire l'impact négatif de l'agriculture itinérante sur brûlis. Le projet a également prôné le recours au génie végétal avec l'utilisation du vétiver afin de stabiliser les ravines et encouragé l'investissement dans la collecte de données hydrométéorologiques pour la modélisation d'ensemble des bassins, la cartographie des zones à fort risques d'inondations, et l'amélioration de la prévision des inondations par la mise en place de systèmes d'alerte précoce.

Le projet a le mérite de fournir les seules stations hydrométrique fonctionnelle pour mesurer le débit d'une rivière en RDC et permet depuis aux jeunes professionnels de la RDC et de l'ensemble de la région d'Afrique centrale d'acquérir une formation pratique soutenue. Soulignons que de nouveaux investissements de grande ampleur dans les infrastructures hydrauliques sont également en cours sur les tronçons en aval de la rivière.

En plus de sauvegarder l'approvisionnement en eau potable, l'approche intégrée du projet relève plusieurs défis de développement, tels qu'à assurer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et les risques de catastrophe.

Une vision commune pour orienter le développement du bassin hydrographique de la Lukaya a été possible grâce à un processus participatif conciliant les priorités multiples et conflictuelles de l'utilisation de l'eau et de l'occupation des sols. Un dialogue entre les divers usagers de l'eau mettant en lien la gestion de l'eau et des sols est au cœur de l'approche de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), universellement acceptée comme la voie à suivre pour une utilisation plus équitable et plus efficace de l'eau.

Un plan de gestion de bassin versant s'appuyant sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a été élaboré par la population locale et approuvé par l'administration centrale. Ce plan fournit une marche à suivre claire et définit les mesures prioritaires à mener au cours des trois prochaines années (2016-2018).

Un argument principal en faveur de la gestion des ressources en eau par bassins versants, revendiqué par la Régie nationale de distribution d'eau du secteur public, REGIDESO, affirme que les interventions du projet ont permis de réduire les coûts de traitement de l'eau potable. Des mesures de réhabilitation environnementale ont permis de réduire la durée d'inactivité de la station de traitement des eaux de 300 heures à moins de 40

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

heures par an. La réduction de la charge de pollution biologique et des sédiments a aussi contribué à diminuer les coûts de fonctionnement de l'usine de traitement des eaux.

Le projet de la rivière Lukaya a été mis en œuvre en partenariat avec le gouvernement de la RDC, l'association des usagers de rivière Lukaya (AUBRL), l'entreprise publique chargée de la distribution d'eau potable (REGIDESO), la population locale et l'université de Kinshasa.

Situation militaire

(Par le Capitaine Yassine Kasim, porte-parole militaire par intérim)

Un calme réel a été observé à **Kinshasa** et **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC)**, durant la semaine écoulée.

Toutefois, **dans la province du Kasai Central**, la récurrence d'activités négatives perpétrées par des éléments du groupe armé Kamuina Nsapu dans les différentes localités de cette partie du pays, constitue une préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette province.

En effet, du 13 au 14 octobre 2016, des éléments supposés appartenir à la milice Kamuina Nsapu ont attaqué la localité de Kabeya-Kamwanga, située à 57 kilomètres à l'Ouest de Mbuji-Mayi, et détruit plusieurs édifices publics, y compris des stations de la Police Nationale Congolaise (PNC).

Les Forces de Sécurité congolaises ont riposté, tué dix-huit (18) insurgés et arrêté quatre (04) autres.

Dans la province de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été dominée par l'afflux, particulièrement dans les localités situées dans la province de Haut-Uélé, de réfugiés Sud-soudanais, fuyant des combats violents rapportés dans la ville de Yei, dans l'Etat d'Equatoria Central, située à 75 kilomètres au Nord de la frontière entre le Soudan du Sud et la RDC.

Au 12 octobre 2016, les rapports concordants ont fait état de 31628 réfugiés Sud-soudanais implantés dans la province de Haut-Uélé.

Dans le cadre de la lutte contre l'infiltration des rebelles sud-soudanais sur le sol congolais, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont, en collaboration avec la Force de la MONUSCO, renforcé les mesures d'identification et de recherche permettant l'accès aux camps de réfugiés.

A cet effet, le 12 octobre 2016, deux (02) hommes en provenance du Soudan du Sud, en possession d'effets militaires, notamment des uniformes, voulant s'enregistrer comme réfugiés au camp d'Aba, situé à 210 kilomètres au Nord-est de Dungu, ont été interpellés et leur complice, destinataire de cette cargaison, arrêté, par les Forces de Défense et de Sécurité congolaises basées dans cette zone.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

L'environnement sécuritaire dans ces deux provinces a également été marqué pendant la période sous examen, par des activités négatives perpétrées par les Mbororo contre les populations civiles, mais également, par la poursuite des opérations contre les éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), menées par les Forces de Défense et de Sécurité congolaises.

Ainsi, **dans la province de Haut-Uélé**, le 16 octobre 2016 selon les FARDC, un groupe de Mbororo a attaqué deux (02) chasseurs, et blessé l'un (01) d'entre eux dans la région située à 35 kilomètres à l'Ouest de Ngilima, dans le territoire de Niangara.

Le blessé a été admis au centre de santé local pour sa prise en charge médicale.

Dans la province de Bas-Uélé, selon des sources concordantes, le 12 octobre 2016, la PNC a arrêté deux (02) présumés éléments de la LRA dans la région située près de la localité de Kembisa, à 130 kilomètres au Nord-ouest de Poko.

En Ituri, l'armée congolaise maintient, avec le soutien de la Force onusienne, la pression militaire sur les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de mettre un terme à la récurrence de leurs exactions perpétrées contre les populations civiles dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Le 11 octobre 2016, des éléments du FRPI ont attaqué des civils dans la localité d'Aginzi, située à 12 kilomètres au Nord de Gety, blessé à la machette deux (02) mariés, et pillé plusieurs biens domestiques.

Les blessés ont été transférés à l'hôpital de Gety pour des soins appropriés.

Le même jour, des civils en provenance du marché au bétail de Songokoyi, situé à 41 kilomètres au Sud de Bunia, sont tombés dans une embuscade tendue par six (06) éléments du FRPI, qui ont pillé une importante somme d'argent et d'autres biens de valeur.

Le 12 octobre 2016, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Ngona, située à 12 kilomètres au Sud-est de Nyankunde, tué un (01) homme, pillé des biens domestiques dans sept (07) maisons et incendié plusieurs habitations.

Dans la nuit du 12 au 13 octobre 2016, les éléments du FRPI ont attaqué les civils et pillé du bétail et des denrées alimentaires dans la localité de Kenga, située à environ 8 kilomètres à l'Ouest d'Aveba.

Le 13 octobre 2016, des troupes des FARDC ont appréhendé un (01) présumé élément du FRPI en possession des biens pillés dans la localité de Wangolo, située à environ 9 kilomètres au Nord d'Aveba.

La situation sécuritaire en Ituri a également été dominée durant la semaine écoulée, par la fuite vers le territoire d'Aru, des éléments appartenant aux Forces loyalistes de Défense et de Sécurité Sud-soudanaises, engagés dans des hostilités contre les rebelles dans la zone frontalière adjacente au territoire précité.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 12 octobre 2016, un (01) Sergent blessé de l'armée sud-soudanaise en fuite vers l'Ituri, suite aux combats contre les rebelles dans la zone frontalière adjacente au territoire d'Aru, s'est rendu à la base des FARDC de Kengezi, située à 100 kilomètres au Nord d'Aru-centre.

Selon des informations concordantes, les FARDC sont engagées à la localisation et au désarmement d'environ douze (12) autres éléments des Forces loyalistes sud-soudanaises, qui se sont également repliés dans la même région.

Le 14 octobre 2016, deux (02) policiers loyalistes Sud-soudanais, se sont aussi rendus sans armes au camp des FARDC à Ariwara-centre, situé à 45 kilomètres au Nord d'Aru-centre.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée volatile et imprévisible durant la semaine écoulée.

Elle a été caractérisée dans les territoires de Rutshuru, Walikale et Masisi, par des activités négatives liées aux kidnappings avec demande de rançons, pillages, harcèlements, traitements inhumains et attaques contre les positions des FARDC, perpétrés par des éléments des groupes armés, notamment les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), ainsi que ceux de Nduma Défense du Congo- Cheka et Rénové.

Cependant l'armée congolaise, poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, ses opérations contre ces groupes armés, dans le but de les neutraliser.

A cet effet, dans le territoire de Rutshuru, les troupes des FARDC engagées dans l'opération dénommée « **Nyamulagira** », ont engagé le 13 octobre 2016 dans le but de mettre un terme à leurs exactions, des éléments des FDLR actifs sur l'axe Ngwenda-Kiseguru, dans la région située à 15 kilomètres au Nord de Kiwanja.

Dans le territoire de Masisi, les FARDC ont arrêté pendant la période sous examen, un chef local et d'autres éléments dans la localité de Lushali, située à 10 kilomètres à l'Ouest de Nyabiondo, pour appartenance à un groupe armé, aux ordres d'un chef rebelle impliqué dans les activités criminelles et la création d'une faction locale de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS).

Dans le territoire de Beni, la situation sécuritaire a été marquée par la poursuite de l'opération dénommée « **Usalama** » (**Sécurité**), menée par l'armée congolaise avec le soutien de la Force de la MONUSCO, contre les éléments réfractaires de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) ; mais également par des incidents liés aux activités menées par les populations locales à Beni-centre, dans le cadre du « débroussaillage ».

Le 10 octobre 2016, des accrochages ont eu lieu entre des troupes des FARDC et des éléments supposés appartenir à l'ADF dans la région située entre les localités de Mabanga et de Makembi (4 kilomètres au Sud-ouest d'Eringeti).

Le 13 octobre 2016, d'autres combats ont opposé les troupes des FARDC aux éléments de l'ADF dans la région de "PK 36", située à 19 kilomètres au Nord-ouest de Kamango.

Aucune victime n'a été rapportée.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 15 octobre 2016, environ mille cinq cents (1500) individus munis de machettes et d'autres outils aratoires, se sont rassemblés à Beni-centre, afin de prendre part aux activités du « débroussaillage », visant à empêcher les rebelles de se cacher près de la ville.

Des centaines d'autres individus ont également marché à partir de Butembo, situé à 45 kilomètres au Sud-ouest de Beni-centre, pour rejoindre cette manifestation, y compris soixante (60) éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi.

Suite aux incidents qui ont éclaté pour des motifs non encore élucidés, des pertes en vies humaines, y compris dans l'armée loyaliste, ont été rapportées. Des blessés ont également été enregistrés.

Des éléments de la Police onusienne et ceux de la PNC mènent conjointement dans la région, des patrouilles intensives de domination de terrain, dans le but de rétablir l'ordre, de restaurer l'autorité de l'Etat, d'interdire toute infiltration de rebelles et de protéger les personnes et leurs biens.

De plus, du 15 au 17 octobre 2016, la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO a déployé des troupes pour la protection de la ville de Beni dans les régions de Kasinga, Muzambai et Ngadi.

Elle a également attaché une compagnie au régiment « Paida », afin de réagir rapidement si nécessaire.

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée tendue dans le territoire de Fizi, du fait de l'activisme de quelques groupes armés et des incidents liés aux manifestations organisées par les populations locales.

En effet, le 11 octobre 2016, des éléments appartenant au groupe Mayi-Mayi "Ngumino", ont érigé des barrières à l'entrée de la localité de Kanguli, située à 22 kilomètres au Nord de Lumanya, et collecté de l'argent et des marchandises auprès des populations locales.

Le 15 octobre 2016, environ dix (10) éléments armés ont tendu une embuscade et pillé un (01) véhicule en provenance de Misisi vers Uvira, dans la localité de Katchungwe, située à 7 kilomètres au Sud de Baraka. Deux (02) passagers ont été tués et sept (07) autres blessés au cours de cette attaque.

Un (01) motocycliste a également été tué par les mêmes assaillants.

Les populations locales ont au cours de manifestations de protestation, incendié les bâtiments de la Cour, de la PNC et ceux d'autres services de l'Etat.

Quatre (04) civils ont été tués et cinq (05) autres blessés au cours d'incidents provoqués par ces manifestations.

Cependant, deux (02) éléments Mayi-Mayi ont été arrêtés par les troupes des FARDC.

La Force de la MONUSCO a également déployé des patrouilles d'intervention rapide dans la région, dans le but de dominer le terrain, de contribuer à la restauration de l'ordre et de la sécurité, et de protéger les populations civiles riveraines.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au chapitre des redditions dans cette province, les 12 et 17 octobre 2016, trois (03) éléments des groupes Mayi-Mayi Nyatura et Rahiya Mutomboki, se sont rendus aux troupes de la Force de la MONUSCO, basées respectivement à Minova et à Bunyakiri.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été jugée très volatile dans la région de Kabalo, suite aux incidents liés aux conflits interethniques rapportés entre les communautés Luba et pygmées.

En effet, le 17 octobre 2016, des affrontements entre les ressortissants des communautés Luba et pygmées ont été signalés dans la localité de Kabalo, située à 23 kilomètres au Sud de Somene, au cours desquels plusieurs logements, y compris le camp de déplacés de Kabalo, ont été incendiés.

Ces incidents ont provoqué le déplacement de populations civiles.

Selon les autorités provinciales, des troupes des FARDC ont été déployées dans la région touchée, dans le but de mettre un terme aux affrontements ; et des interactions entre les parties concernées seront également organisées dans le but de trouver des solutions durables à ces conflits récurrents.

La Force de la MONUSCO a promptement redéployé dans la région, des patrouilles d'intervention rapide en provenance de Kongolo, situé à 72 kilomètres au Nord de Kabalo, dans le but d'appuyer les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, de dominer le terrain et d'assurer la protection des personnes et de leurs biens.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1037** patrouilles armées, dont **327** nocturnes, et fourni **43** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04